

REPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTERE DES FINANCES

***RAPPORT SUR LA
DETTE PUBLIQUE
ANNEE 2005***

D.G.G.D.C.F

Juin 2006

Table des matières

1	<i>Cadre Institutionnel de Gestion de la Dette Publique</i>	1
2	<i>Environnement National et International</i>	5
2.1	<i>Environnement International :</i>	5
2.2	<i>Environnement National :</i>	7
3	<i>La Dette Publique</i>	9
3.1	<i>Les Émissions de la Dette Publique :</i>	10
3.2	<i>Le Remboursement de la Dette Publique :</i>	13
3.3	<i>L'Encours de la Dette Publique :</i>	16
3.4	<i>La Gestion dynamique de la Dette Publique :</i>	19
3.5	<i>Perspectives de l'évolution de la dette :</i>	21
4	<i>La Dette garantie par L'État</i>	22
A	Annexes	27

Chapitre 1

Cadre Institutionnel de Gestion de la Dette Publique

1. La fonction de gestion de la dette publique est exercée par plusieurs départements en rapport avec leurs attributions selon les instruments d'emprunt. Le Ministère des affaires étrangères et le Ministère du développement de la coopération internationale sont chargés respectivement de la coopération bilatérale et multilatérale, la Banque Centrale de Tunisie est chargée des emprunts sur le marché financier international et le Ministère des Finances est chargé des crédits acheteurs et financiers et des emprunts sur le marché domestique. Aussi, le Ministère des finances assure et contrôle le paiement du service de la dette publique qui est exécuté par la BCT entant que banquier de l'Etat.
2. Cette organisation a permis d'assurer un contrôle satisfaisant des instruments individuels de la dette publique .Toutefois elle a permis une vision intégrée du portefeuille de la dette publique qui n'est pas très adéquate avec le développement des orientations stratégiques globales des risques.
3. A cet effet, et dans le cadre du prêt d'appui à la compétitivité économique III (en 2004) financé par la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et l'Union Européenne, une équipe de la BM¹ a réalisé une étude sur la gestion de la dette publique en Tunisie et a proposé un

¹Rapport N°27599-TUN « République Tunisienne, Stratégie de gestion de la dette publique»Janvier 2004.

ensemble de mesures pour l'amélioration de l'efficacité de la gestion de la dette et ce principalement par :

- La formulation d'une stratégie de gestion intégrée du risque , basée sur des repères appropriés de risque , tenant compte de tous les types de risques que peut contenir le portefeuille de la dette publique et des actifs apparentés.
- L'ancrage de la stratégie de la dette dans un cadre macro-économique et budgétaire glissant à moyen terme.
- La mise en place de mesures pour renforcer le marché intérieur des valeurs du Trésor et en particulier les segments à moyen et long terme, pour gérer les risques de change et de refinancement tout en réduisant les coûts d'emprunt.
- La progression dans la voie de la restructuration des institutions de gestion de la dette afin d'améliorer leur spécialisation et leur flexibilité et permettre la mise en œuvre d'une stratégie efficace de gestion de la dette publique.

4. Cette étude a permis l'élaboration d'un programme de réforme couvrant les divers aspects de la dette et comportant les cinq composantes suivantes :

- La conception d'un nouveau cadre institutionnel pour une gestion active et une vision intégrée du risque de portefeuille de la dette de l'Etat , dans le but de consolider les principales fonctions de la dette au regard des meilleures pratiques internationales les mieux adaptées aux spécificités institutionnelles de la Tunisie.
- La formulation de repères stratégiques des risques et le développement d'une stratégie de gestion des risques du portefeuille de la dette souveraine pour un meilleur choix des instruments d'emprunt, des opérations de ré-équilibre du portefeuille et des transactions de produits dérivés et ce afin de réduire la volatilité et le coût global des engagements.
- Le renforcement de la gestion des passifs éventuels et l'ancrage des risques associés à ces passifs dans la stratégie globale de la dette publique pour une meilleure prévisibilité de la vulnérabilité du portefeuille des engagements de l'Etat aux risques.
- L'amélioration du système d'information de gestion de la dette pour l'intégration des fonctionnalités analytiques et parfaire la sécurité des données.

Cette composante est assurée par le développement ou l'acquisition des applications informatiques nécessaires à une gestion active des repères stratégiques et des risques liés aux passifs éventuels.

- La formulation d'un cadre budgétaire à moyen terme qui contribuera à la gestion de la dette publique par l'établissement d'un cadre propice à moyen terme pour l'évaluation des risques budgétaires dans un contexte de conditions macro-économiques changeantes.
5. A cet effet au niveau institutionnel il a été procédé en 2005 à la création au sein du Ministère des Finances, d'une structure (Direction Générale) chargée de la gestion de la dette publique et de la coopération financière² .
- Le décret n° 2005-492 du 01 Mars 2005 qui a institué cette structure constitue une première étape vers une plus grande centralisation et focalisation fonctionnelle.
 - L'organisation de la gestion de la dette au sein de la nouvelle structure a été définie par fonction (et non par produit), avec trois directions qui assurent les Front, Middle et back offices et une quatrième direction chargée du système informatique de gestion de la dette.
6. Les objectifs organisationnels visés à court et moyen termes, à travers cette nouvelle structure étant :
- La Mise en place du « Middle office » chargée de la formulation de la stratégie de la dette de l'Etat à moyen terme et la définition des repères stratégiques de gestion de l'Etat.
 - le renforcement du « Front office » notamment en ce qui concerne les opérations de la dette intérieure et le développement du marché secondaire des titres de l'Etat.
 - Le renforcement du « Back office » dans une perspective double visant à assurer une administration rigoureuse des prêts et des émissions à fournir l'information appropriée pour appuyer une gestion active de la dette publique.

²La gestion de la dette publique a été confiée auparavant à la direction générale du trésor, avec deux directions distinctes sur le plan opérationnel pour gérer la dette extérieure et la dette intérieure.

7. La mise en place de ce plan de réforme est appuyée par une assistance technique et financière de la BM³ .

³Don IDF N° TF 053590

Chapitre 2

Environnement National et International

2.1 Environnement International :

8. L'activité économique mondiale en 2005 s'est poursuivie à un rythme assez soutenu, en dépit du ralentissement de la croissance annoncé sur l'ensemble de l'année et d'un environnement économique international peu favorable sous l'effet, notamment, de l'envolée sans précédent des cours du pétrole brut. Toute fois, les tensions sur le marché pétrolier n'ont pas affecté, de façon significative la croissance économique globale en 2005. Le taux de croissance de l'économie mondiale est de 3,5% en 2005 contre 4,5% enregistré en 2004.
9. Aux Etats-Unis, la croissance économique est restée assez vigoureuse, en dépit du ralentissement de l'activité en 2005. Le taux de croissance du PIB américain est de 3.4% après 4.4% en 2004. Cette décélération est principalement liée au fléchissement de la demande des ménages, pénalisée par la montée de l'inflation et la hausse progressive des taux d'intérêts. Par ailleurs, les effets des cyclones ont temporairement perturbé la croissance sans pour autant briser son élan. Dans la zone Euro, le rythme de l'activité économique connaît quelques balbutiements particulièrement en raison de l'atonie de la demande intérieure et la faiblesse du pouvoir d'achat affecté par le manque de dynamisme du marché de l'emploi. Au Japon, l'activité économique s'est redressée et s'est accélérée, après le ralentissement observé

au deuxième trimestre de 2005. Les indicateurs de la demande intérieure et des exportations font état d'une reprise de l'activité à un rythme soutenu, stimulée par les évolutions favorables du marché du travail et la vigueur des investissements privés.

10. Sur le plan commercial, le ralentissement des échanges internationaux s'est poursuivi dans le sillage de la décélération de l'activité économique mondiale. Le repli de la demande mondiale, essentiellement expliquée par les principales économies industrialisées, a affecté le commerce mondial, ce qui a influé sur la croissance du commerce mondial (7.7% en 2005 contre 8.5% enregistré en 2004).
11. Les inquiétudes liées aux perspectives de croissance économique, relevant de la flambée des cours du pétrole, se signalant également au niveau des marchés financiers avec les révisions des anticipations et le rythme de resserrement des politiques monétaires et financières.
12. En raison des tensions inflationnistes induites par les prix des produits énergétiques et la vigueur de la croissance de l'économie américaine, la Réserve Fédérale a opté pour la poursuite du relèvement des taux à court terme dans 8 occasions successives de 25 points. A terme, les autorités monétaires américaines visent à réorienter les taux d'intérêt à la hausse dans le but de ralentir progressivement la consommation des ménages pour contenir l'inflation.

En revanche, dans la zone euro, la Banque Centrale européenne a maintenu ses taux d'intérêt à court terme stables dans ce contexte de choc pétrolier. En effet, elle n'a procédé qu'à une seule occasion au relèvement du taux d'intérêts avec 25 points de base à la fin de l'année 2005. Un deuxième relèvement a eu lieu en août 2006.

13. Sur les marchés des changes internationaux, le dollar a continué à s'apprécier face aux autres principales devises, profitant surtout de l'élargissement du différentiel des taux d'intérêts en faveur des Etats-Unis.

Le renforcement de la corrélation entre les taux de change et les taux d'intérêt est un facteur de soutien important pour l'euro.

De 1,35 USD pour un euro à la fin de l'année 2004, la devise américaine est passée, en conséquence, à 1,18 USD à la fin de l'année 2005. Le dollar a

enregistré aussi une hausse de plus de 14% contre la devise nippone et est passé de 102.45 Yens à la fin de l'année 2004 à 117.24 Yens à fin 2005. Cette hausse s'explique principalement, par la baisse de la demande spéculative du yen, ainsi qu'un certain désintérêt des investisseurs internationaux pour les actifs japonais, en raison, notamment, des mauvaises perspectives du secteur technologique et de la hausse des prix du pétrole.

2.2 Environnement National :

14. La flambée des prix des produits énergétiques et la concurrence exacerbée du secteur du textile et habillement due au démantèlement des accords multifibres ont exercé un ralentissement du rythme de l'activité économique. Toutefois le rythme de croissance en 2005 a connu une accélération ininterrompue dès le second trimestre grâce au dynamisme des activités de service et le redressement des industries manufacturières. La production agricole a toutefois été moins forte que prévue. En conséquence, l'économie nationale a connu en 2005 une décélération au niveau du PIB (4.2% pour 2005 contre 6.0% pour 2004)¹.
15. La demande intérieure s'est raffermie bénéficiant du redémarrage de l'investissement et de la vigueur de la consommation finale. La consommation des ménages a profité des gains de pouvoir d'achat avec la maîtrise de l'inflation, puisque l'indice des prix n'a cru que de 2.0% en moyenne annuelle. Et si l'on se réfère à l'indice des salaires dans le secteur privé non agricole, les revenus salariés de cette catégorie ont augmenté de 4.1% suite aux augmentations consenties dans le cadre du nouveau programme triennal. En tenant compte de l'inflation, les salaires réels progresseraient d'environ 2.1% au titre de l'année 2005.
16. L'évolution des échanges commerciaux a connu, en 2005², une décélération tant au niveau des exportations que des importations qui sont passés, respectivement, à 12.9% et 7,2% contre 16,5%et 13,7% une année auparavant, par contre, le taux de couverture s'est accrue de 4.1% (79.6% en 2005 contre 75.5% enregistré en 2004). Au terme de l'année 2005, le niveau

¹Source : MDCI

²Source : BCT.

des avoirs nets en devises a connu une tendance à la hausse en se situant à 5.872 MDT contre 4.733 MDT à la fin de l'année 2004.

17. Sur le marché de change national, le Dinar Tunisien a continué à se déprécier face au dollar américain. Cette dépréciation du DTN a atteint environ 13.8%, contre une appréciation de 0.8% pour l'Euro et de 0.5% vis-à-vis du yen japonais en comparaison avec les taux de change enregistrés à la fin de 2004.

	T.Au 31/12/04	T. moyen Annuel	T.Au 31/12/05	T. moyen Annuel	Evolution (en%)	
					31/12/05	T.moyen
USD	1.2001	1.2513	1.3659	1.3040	13.8%	4.2%
Euro	1.6368	1.5553	1.6235	1.6203	-0.8%	4.2%
Yen	11.7056	11.5727	11.6502	11.8410	-0.5%	2.3%

Toutefois il est signalé que le TND s'est apprécié face au dollar américain de 3% contre une dépréciation de 3.9% face à l'EURO durant le premier semestre de l'année 2006.

	T.Au 31/12/05	T.Au 30/06/06	Evolution (en%) 30/06/06
USD	1.3659	1.3255	-3.0%
Euro	1.6235	1.6875	3.9%
Yen	11.6502	11.5605	-0.7%

18. Du coté des finances publiques, le déficit budgétaire (hors privatisation et dons) s'est établie à fin 2005 à 3.2% du PIB et ce malgré :

* L'augmentation de la subvention allouée au titre de la compensation des carburants à 508 MD en 2005 contre 203 MD en 2004.

* L'impact de l'augmentation des salaires suite à l'adoption d'un nouveau programme triennal (2005-2007).

Chapitre 3

La Dette Publique

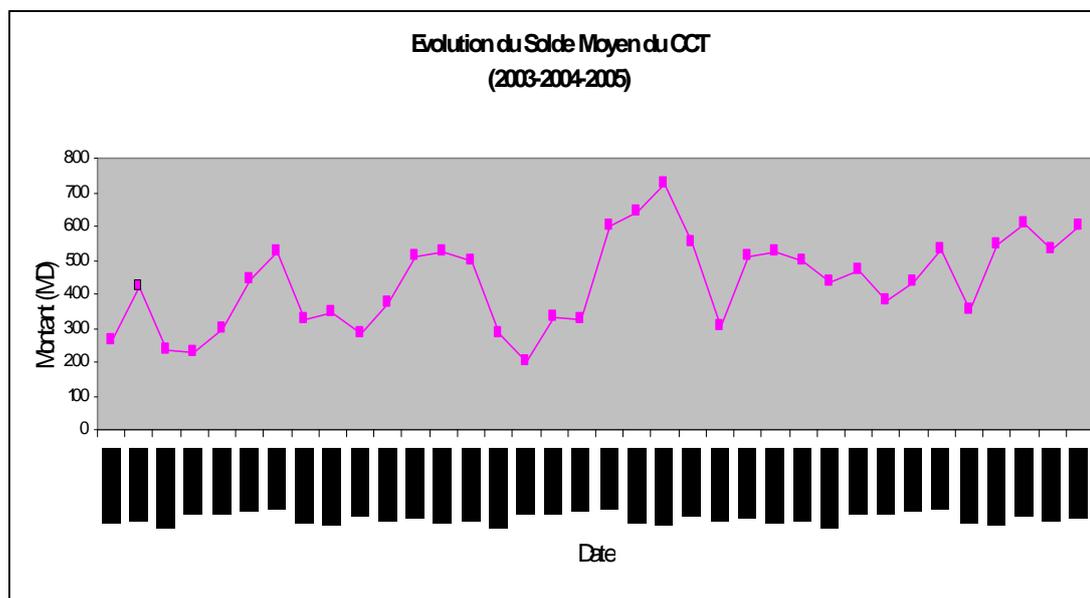
19. Le taux d'endettement public s'est légèrement amélioré en 2005 pour se situer à 58.4% du PIB contre 59.7% à fin 2004 et ce suite à la maîtrise du déficit Budgétaire. Cette amélioration aurait été plus importante sans l'effet du risque de change sur le stock de la dette qui a atteint 527 MD à fin 2005 soit 1.4% du PIB.
20. Le portefeuille de la dette publique se caractérise à fin 2005 par :
- la persistance de l'importance de la dette publique extérieure représentant 64% de la dette publique totale.
 - Le développement du marché des émissions de la dette domestique, reflété par le taux des offres par rapport au montant retenu qui s'élève à plus de 333%.
 - Une durée moyenne de remboursement de la dette publique de 7.3 ans (8.3 ans pour la dette extérieure et 5.1 ans pour la dette intérieure).
 - Un coût moyen annuel de la dette publique de 4.8% (4.2% pour la dette extérieure et 5.9% pour la dette intérieure).
 - Au niveau des émissions, la maîtrise des taux d'intérêt aussi bien interne qu'externe avec un taux moyen pondéré de 6.21% pour les émissions à moyen et long termes des bons du trésor sur le marché domestique contre 6.6% en 2004 et un taux indicatif pour la dette publique extérieure de 4.5% (y compris un spread de 107 point de base) relatif à l'émission en Euro réalisée sur le marché financier international.
 - la baisse du volume des émissions intérieures par rapport aux prévisions de l'année de 38% en raison de la baisse des remboursements prévus au titre

des bons du Trésor de 395 MD et de l'augmentation du financement par le Trésor de 726 MD.

- Le remboursement en bloc du prêt du marché financier international de 15 Mds de YJP.
- Le remboursement anticipé de certains prêts à taux d'intérêt élevés.
- La fixation du taux d'intérêt de certains prêts de la banque mondiale pour un encours de 152 MD.

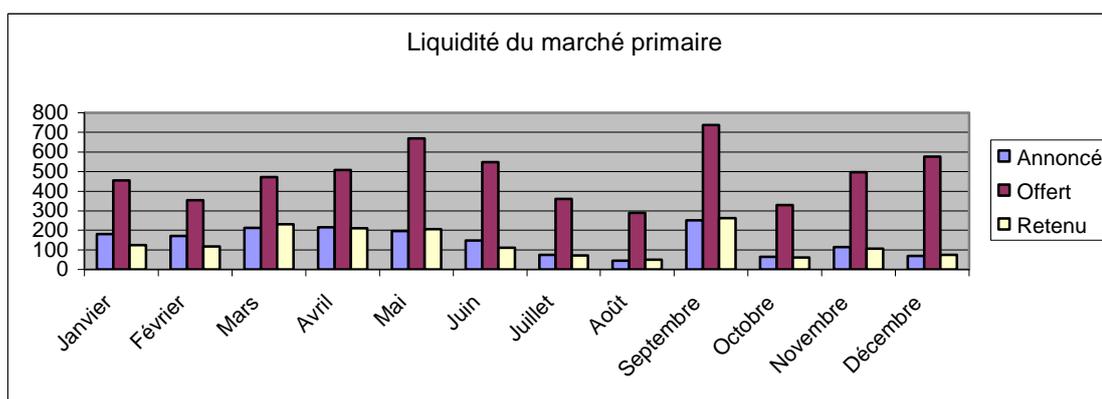
3.1 Les Émissions de la Dette Publique :

21. Les émissions de la dette publique ont totalisé en 2005 un montant de 3029 MD contre 4020 MD réalisé en 2004, soit une baisse de 25%. Les émissions d'instruments titres représentent 74% (ou 2239 MD) de ces émissions dont 1602 MD émis sur le marché domestique et 637 MD (450 MEur) émis sur le marché international.
22. Les émissions au titre de la Dette Domestique en 2005 sont caractérisées par :
 - La baisse des émissions des Bons du Trésor de 38% par rapport à l'année 2004 en raison de la baisse des besoins des remboursements et d'une économie des dépenses et une amélioration des dépôts à la Trésorerie Générale de Tunisie.
 - L'amélioration de la liquidité et de la profondeur du marché primaire.
 - La régularité des émissions malgré le niveau élevé du solde moyen du Compte Courant du Trésor a renforcé la liquidité du marché.



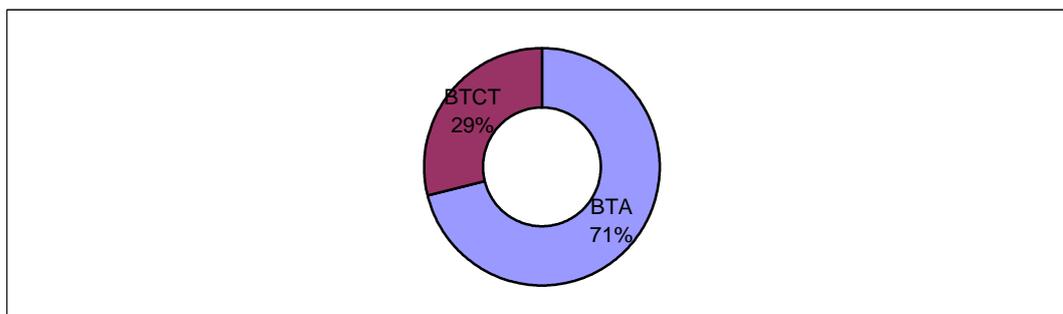
En effet :

- Le rapport du montant offert par rapport au montant annoncé est de 333%.
- Le montant retenu lors des adjudications représente en moyenne 93% du montant annoncé.

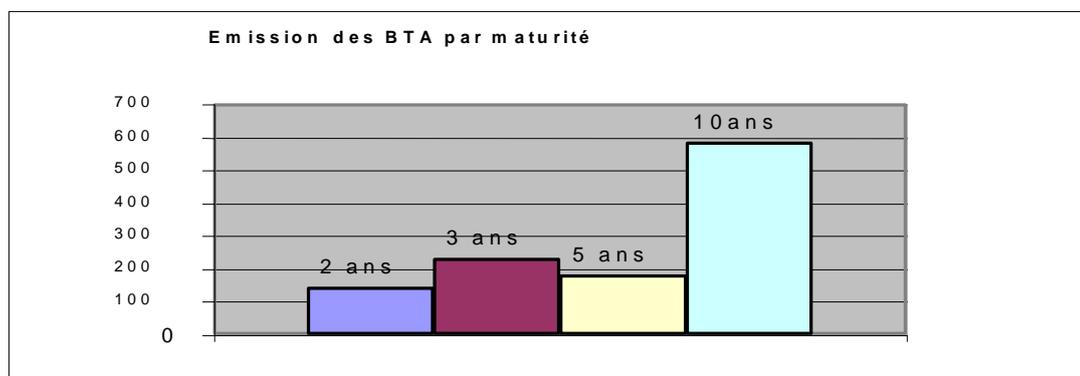


23. Les émissions ont totalisé 1601.9 MD en 2005 contre 2596.8 MD en 2004 soit une baisse de 38.3%. Cette baisse de 1121 MD par rapport aux prévisions s'explique par une diminution du remboursement du principal de la dette intérieure (395 MD), une économie et ou report de dépenses (458.6 MD) et l'amélioration des dépôts à la Trésorerie (267.4 MD). Ces émissions ont

été réalisés sous forme de bons du Trésor assimilables (BTA) à hauteur de 1.137 MD représentant 71% et de bons de Trésor à court terme (465 MD).



24. Les émissions des BTA ont porté sur des lignes de maturité de 2 ans, 3 ans, 5 ans et 10 ans alors que les émissions des BTC ont concerné uniquement la catégorie de 52 semaines .



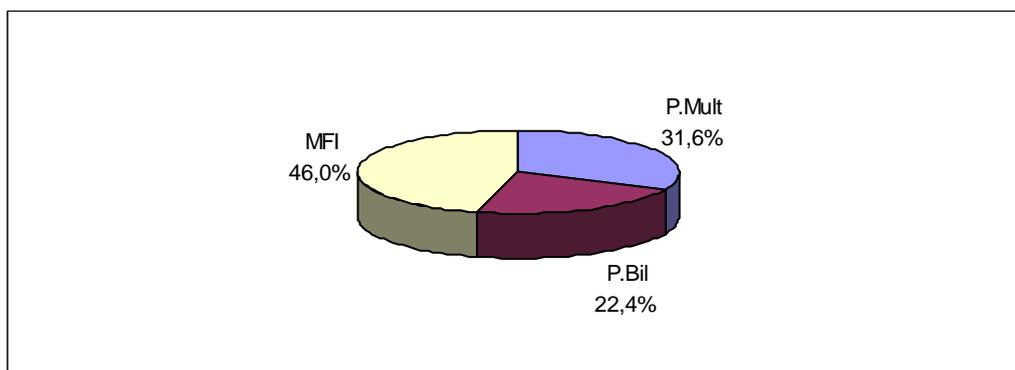
Les taux d'intérêt ont connu une baisse reflétée par un Taux Moyen Pondéré :(TMP) de 6.21% en 2005 contre 6.6% en 2004 pour les BTA et un (TMP) de 5.13% contre 5.14% en 2004 pour les BTCT.

25. Le volume des déboursements (émissions et tirages) sur les prêts extérieurs de l'Etat a atteint 1407.1 MD en 2005 contre 1514 MD prévu initialement par la loi de finances.

Ces tirages ont été caractérisés par :

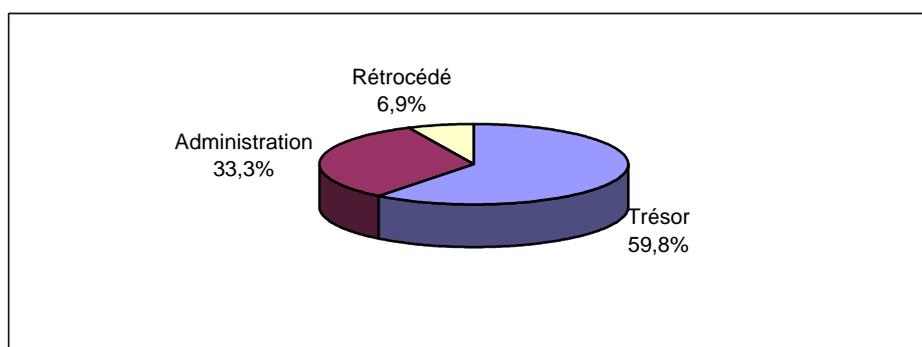
- L'émission de 400 Millions d'Euros (637.2 MD) sur le marché financier international, assortie d'un taux d'intérêt de 4.5% l'an et remboursable après 15 ans.

- Le déblocage de 116 Millions d'Euros (187 MD) au titre du quatrième programme d'appui à la compétitivité contracté auprès la BM et de la BAD.



26. Les tirages sur les prêts extérieurs ont servi à financer :

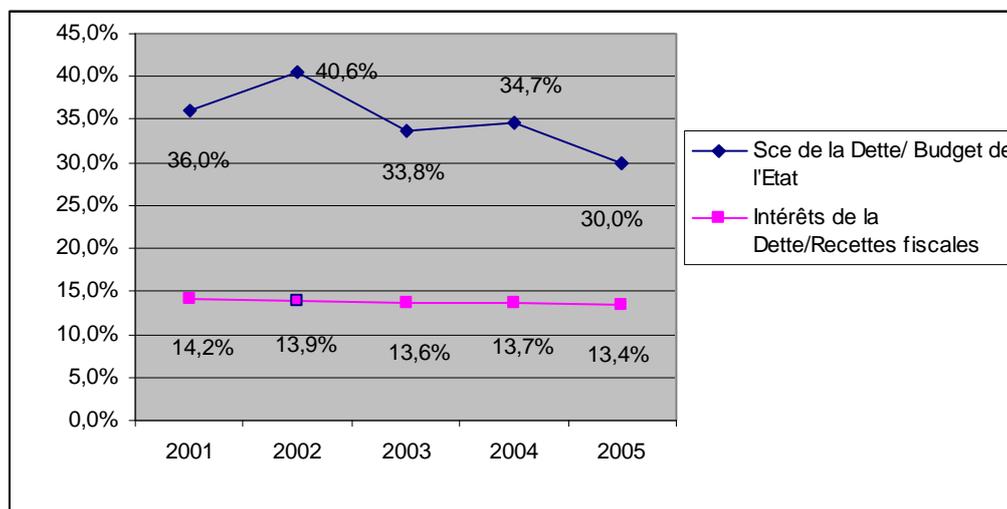
- Le budget de l'Etat à raison de 59.8% (841.2 MD) dont essentiellement 637.2 MD au titre de l'émission en Euro et
- Les projets de l'Etat pour un montant de 468.5 MD (33.3%).
- Les projets des entreprises de secteur économique par le biais de la rétrocession d'un montant de 97.4 MD (6.9 %).



3.2 Le Remboursement de la Dette Publique :

27. Le service de la dette publique en 2005 a totalisé 3853.5 MD contre 4475.6 MD une année auparavant , représentant ainsi 30 % du budget de l'Etat contre 34.7 % en 2004. Les intérêts de la dette (1062MD) représentent 13.4

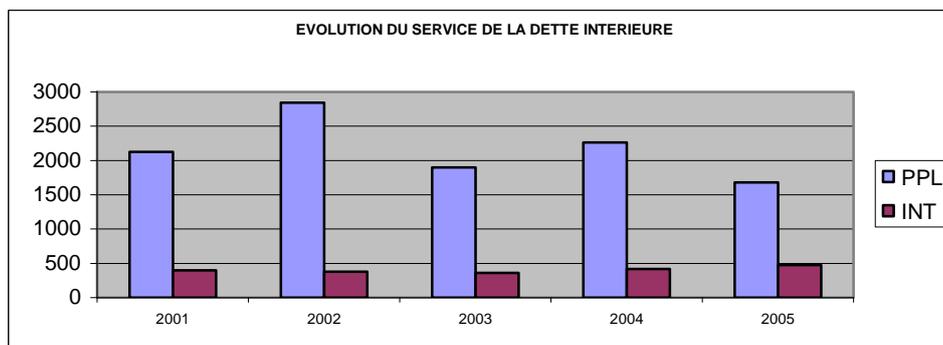
% des recettes fiscales en 2005, soit presque le même niveau enregistré l'an précédent.



28. Le service de la Dette Publique Intérieure a connu au cours de l'année 2005 une baisse de 510.4 MD par rapport aux réalisations de 2004.

Année	2004	2005	Variation
Remboursement Principal	2265.3	1700.4	-564.9
Remboursement Intérêts	418.2	472.7	+54.5
TOTAL	2683.4	2153.1	-510.4

Cette baisse s'explique par le remboursement en 2005 de 662 MD de BTCT contre 1252 MD en 2004 et ce en raison de la préférence des investisseurs pour les BTA à moyen et long terme dont le rendement est supérieur à celui des BTCT.

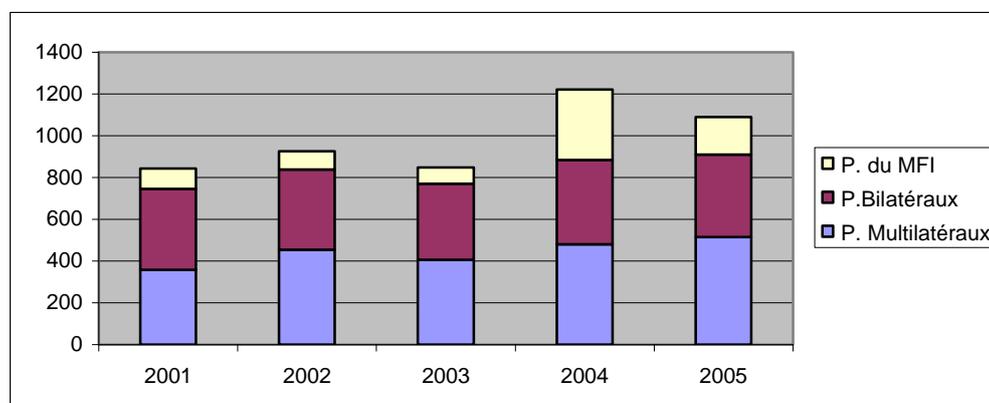


29. Le service de la dette publique extérieure de l'Etat est passé de 1.792,3 MD en 2004 à 1680.4 MD en 2005 soit une baisse de 6.2 %, due essentiellement à la baisse des remboursements au titre du principal de la dette de 130.3MD (-10.6 %) en raison du remboursement in fine du prêt SAMURAI IV DE 15 Mds de YJ en 2005 (179.7 MD) contre le remboursement en 2004 du prêt SAMURAI I de 30 Mds de YJ (349.5 MD).

EN MD

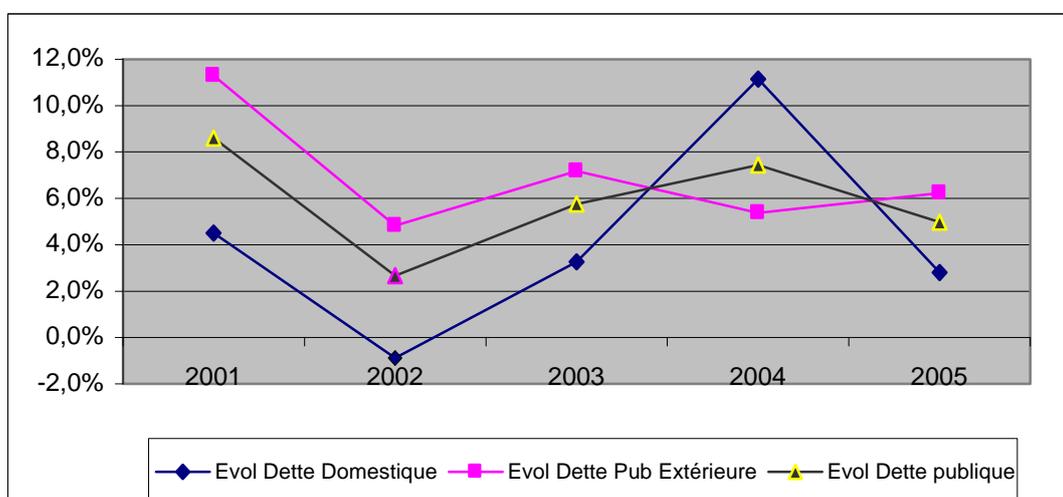
	2004	2005
Principal	1.221,3	1.091,0
Variation		-10.6 %
Intérêts	570,8	589,4
Variation		3.3 %
Service de la dette Extérieure	1.792,1	1680.4
Variation		28,5 %
Ressources propres de l'Etat ¹	8.514,0	9285.6
Service de la Dette extérieure /Ressources propres de l'Etat	21,0 %	18.1 %

Les remboursements des prêts bilatéraux ont totalisé 396.3 MD (36,3 % du principal) en 2005 et ceux des prêts multilatéraux de 514.9 MD (47,2 %) dont 23.7 MD sous forme de remboursement anticipé au titre de six prêts de la BID et du FIDA dont les taux d'intérêt dépassent 7%.



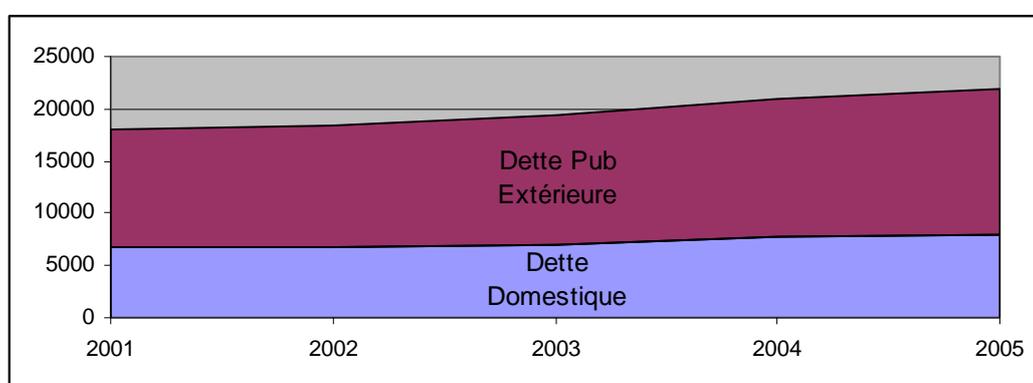
3.3 L'Encours de la Dette Publique :

30. Compte tenu des emprunts nets de l'année (237.6MD) et de l'effet du risque de change sur la dette en devise estimé à 1.4% du PIB, l'encours de la dette publique a évolué en 2005 à un taux de 4.97%. Le taux d'endettement s'est situé à 58.4% de PIB contre 59.7% une année auparavant et 62.4% en 2001.



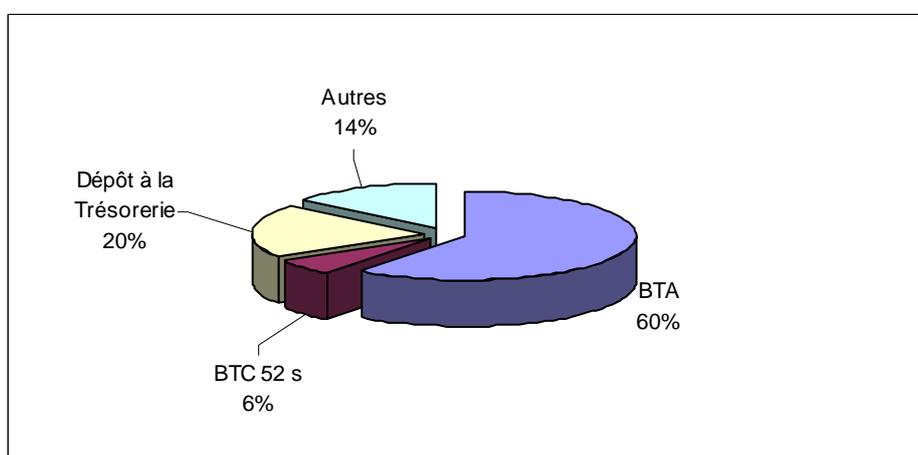
Evolution de l'encours de la dette

31. Cet encours demeure caractérisé à fin 2005 par l'importance du poids de la dette extérieure qui représente 64% du stock de la dette publique.

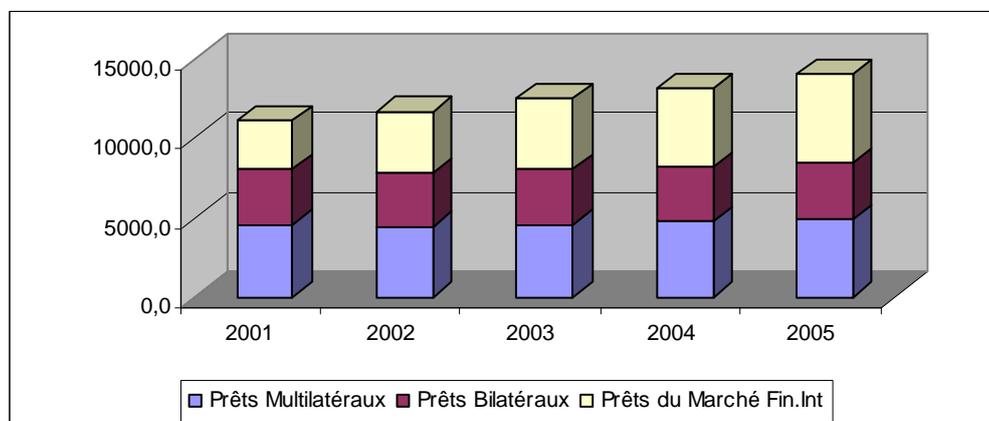


32. L'encours de la dette domestique est composé essentiellement par :

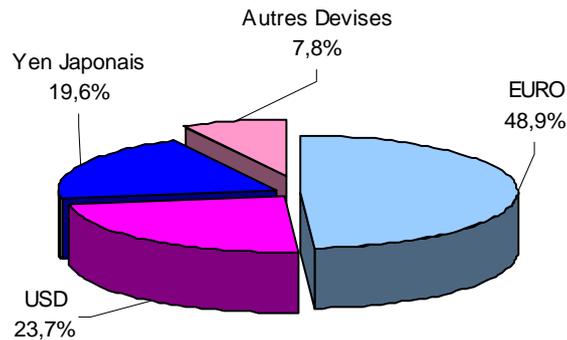
- Une dette titre de l'ordre de 66% sous forme de bons du Trésor (BTA et BTCT).
- Des dépôts à la Trésorerie au titre des comptes spéciaux d'épargnes de la CENT et des Comptes des Chèques Postaux représentant 20 % de la dette domestique et évoluant de 6% annuellement.
- Les autres engagements constitués principalement la dette des entreprises publiques vis-à-vis du secteur bancaire et la dette garantie de certaines entreprises publiques prise en charge par l'Etat.



33. De son côté la dette extérieure est caractérisée par l'évolution de la part des prêts du MFI représentant 40% (5608.4MD) de l'encours total à fin 2005 contre 37.7% en 2004.

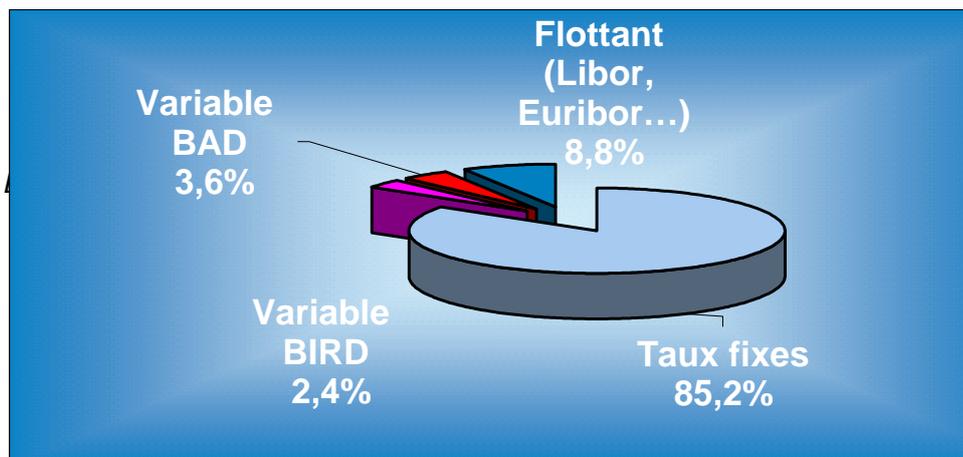


34. La structure de la dette extérieure de l'Etat par devise se caractérise par la prépondérance de la part de l'Euro qui est passée de 45.7 % en 2004 à 48.9 % en 2005, la part du Yen Japonais a connu une baisse en passant de 22.4 % en 2004 à 19.6% en 2005 et ce en raison de l'absence d'émissions sur le marché SAMOURAI malgré le remboursement du SAMOURAI IV.



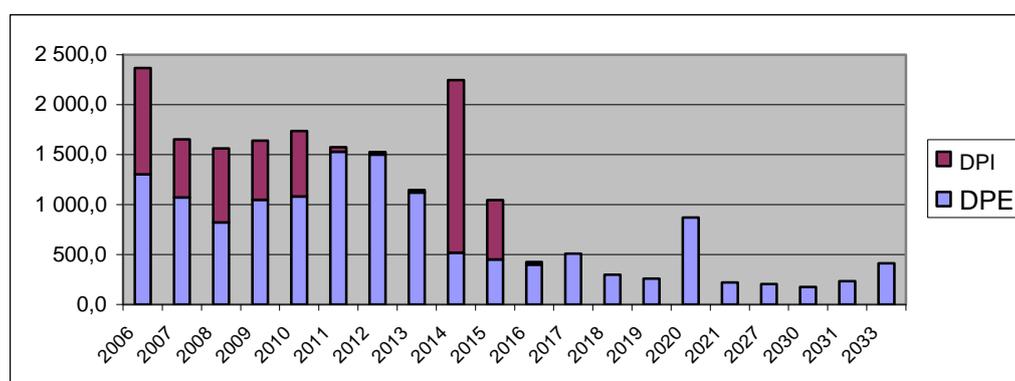
↪ Compte tenu de la structure des recettes courantes en devises composées essentiellement de 70% en Euro, il apparaît nécessaire de réduire la partie libellée en YJP notamment par l'utilisation d'instruments de couverture, le remboursement anticipé ...

35. La dette domestique est assortie en totalité de taux d'intérêt fixes, alors que la dette publique extérieure comporte une partie à taux d'intérêt variables représentant 14.8% de l'encours dont 8.8% indexée directement sur le Libor ou l'Euribor.



36. La dette extérieure est amortissable en moyenne sur 8.3 ans contre 5.1 ans pour la dette domestique (hors dépôts à la TGT), soit une durée moyenne de la dette publique de 7.3 ans.

La dette à court terme amortissable dans un an représente 9.8% du stock de la dette publique. Compte tenu de la part de la dette à taux d'intérêt variable, la fraction de la dette publique concernée par le risque du taux d'intérêt s'élève à 19.3%.



3.4 *La Gestion dynamique de la Dette Publique :*

37. Afin de minimiser les divers risques liés à la dette (risque de taux d'intérêt, risque de change, Risque de refinancement...) et de réduire à moyen et long terme la charge de la dette publique, certaines opérations de remboursement par anticipation et de fixation des taux d'intérêt ont été réalisées en 2005.

Dans ce cadre il a été procédé au remboursement anticipé d'un montant de 146 MD jusqu'à fin 2005 dont 23.7 MD réalisé en 2005, et ont concerné des prêts à des taux d'intérêt supérieure à 7% comme indiqué ci-dessous :

Prêt	date Remb- oursement	Mnt remboursé En MD	T.d'intérêt (%)
·FIDA- Développement rural intégré « oued maleg »	15/09/2006	2.2	8.0
·FIDA- Développement rural intégré « sidi mhadheb »	15/03/2010	5.0	8.0
·FIDA- Développement rural intégré « kairouan »	15/09/2011	7.8	8.0
·BID- Développement rural intégré « kairouan »	31/12/2009	3.6	8.0
·BID- Développement rural intégré « phase II »	30/06/2011	5.1	8.0
·Prêt Italien	31/12/2005	0.8	10.26
Total			23.7

38. En outre et dans le but de se couvrir contre la hausse des taux d'intérêt sur les marchés financiers internationaux, il a été procédé à la **fixation des taux** des prêts de la Banque Mondiale à spread fixe jusqu'à 2005 pour un encours de 597.5 MD dont environ 151.9 MD (93.8 M.EURO) fixé en 2005, les taux ainsi fixé ont varié entre 3.92% et 3.97%.

Projet	M.Fixé (M.Euro)	T.d'intérêt fixe	Date Remb- oursement
Projet sectoriel d'eau 7025	34.6	3.95 %	15/05/2017
Projet sectoriel du trans- port II 7051	3.9	3.97%	15/11/2017
Renf. secteur agricole 7063	7.6	3.92%	15/11/2018
Projet de valorisation du patrimoine culturel 7059	3.2	3.94%	15/05/2018
Projet d'appui à la com pétitivité III	44.5	3.97%	15/05/2018
TOTAL	93.8 MEuro	(151.9 MD)	

3.5 *Perspectives de l'évolution de la dette :*

39. le taux d'endettement public de l'ordre de 58.4% du PIB demeure, selon les institutions financières internationales et les agences de rating en comparaison avec les pays comparables, élevé et ce malgré la nette amélioration par rapport aux années précédentes (62.4% en 2001). De même, le poids de la dette publique extérieure demeure important.

A cet effet, les objectifs futurs qui tendent à la réduction du taux d'endettement et au rééquilibrage du portefeuille de la dette, s'articulent autour de :

- La réduction de la dette publique extérieure afin de ramener le taux d'endettement national extérieur à environ de 45% du PIB à l'horizon 2009.
- La substitution progressive de la dette extérieure par la dette intérieure.
- Le développement du marché des valeurs du trésor et la dynamisation du marché secondaire afin de garantir la liquidité des titres et la transparence des transactions y afférentes pour cibler une nouvelle gamme d'investisseurs locaux et étrangers.
- La formulation d'une stratégie de gestion intégrée des risques basée sur la définition de repères appropriés des risques, tenant compte de tous les types de risques que peut contenir le portefeuille de la dette publique et des actifs apparentés.
- L'évaluation du portefeuille de la dette par le biais des méthodes quantitatives, et favoriser l'utilisation des produits dérivés pour la couverture contre les divers risques y afférents.

Chapitre 4

La Dette garantie par L'État

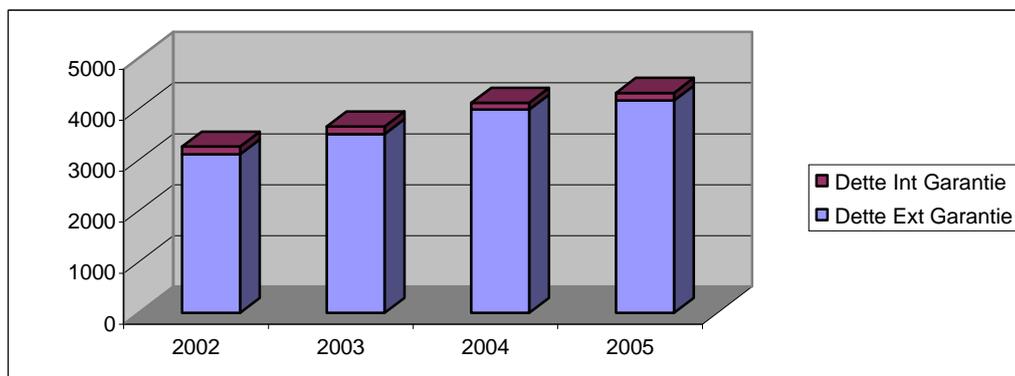
40. Selon la réglementation actuelle la garantie de l'Etat est accordée dans le cadre de la réalisation de projets d'investissement et de développement. A cet effet et pour une meilleure maîtrise de la dette publique, les entreprises sont appelées de plus en plus à mobiliser directement les ressources auprès des bailleurs de fonds étrangers.

En outre la garantie de l'Etat permet au secteur financier et notamment au secteur bancaire d'accéder aux ressources extérieures et de bénéficier de meilleures conditions.

En conséquence l'encours de la dette garantie par l'Etat est constitué presque totalement des engagements extérieurs

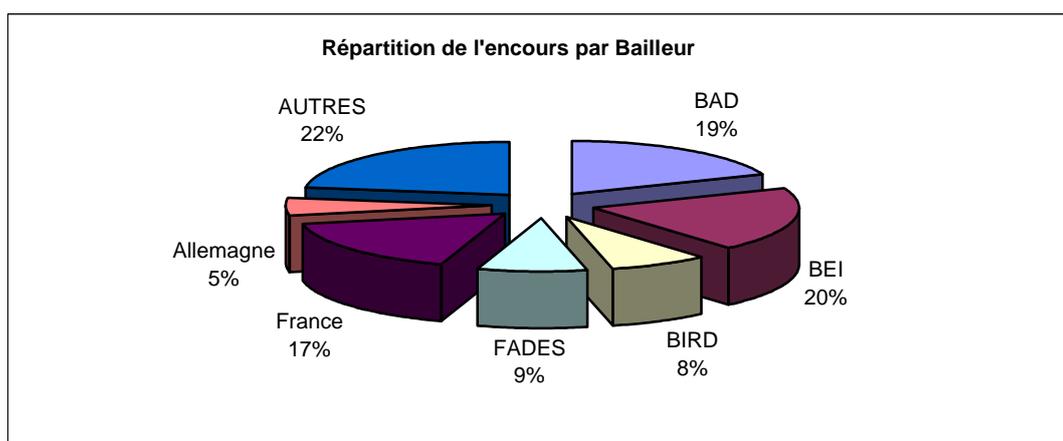
41. A fin 2005 l'encours global de la dette garantie a atteint 4316.1 contre 4123.5 MD à fin 2004 répartie comme suit :

Encours	2004	2005	%
DETTE EXTERIEURE GARANTIE	3988.3	4167	96.5%
DETTE INTERIEURE GARANTIE	135.2	149.1	3.5%
TOTAL DETTE GARANTIE	4123.5	4316.1	100%



42. La dette garantie par l'Etat est caractérisée par :

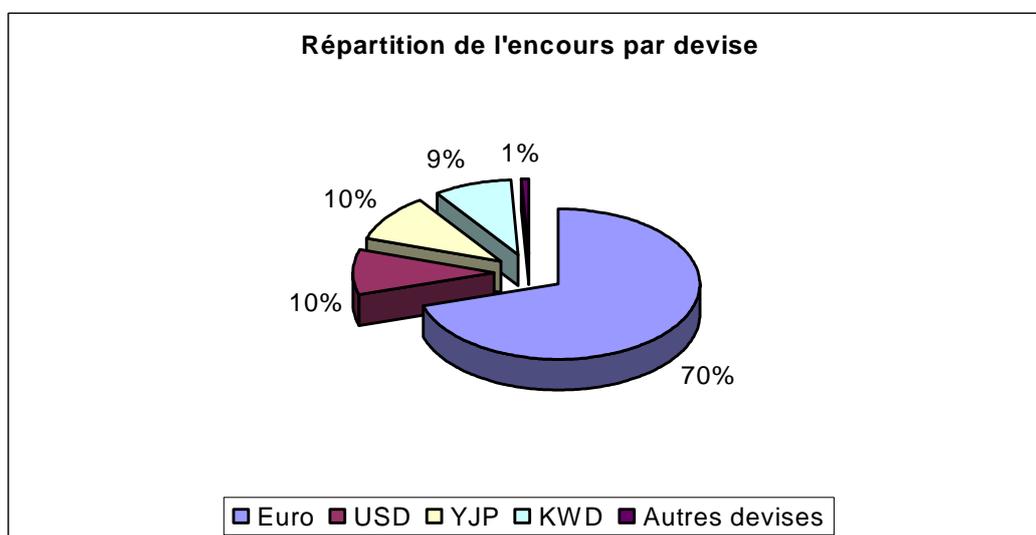
- la prépondérance des engagements extérieurs pour les raisons précitées ; la dette intérieure garantie (4 %) étant limitée à certaines entreprises en assainissement ou en difficulté. Etant signalé que 50% des garanties au titre de la dette intérieure sont accordées dans le cadre de l'assainissement du secteur bancaire prévu par la loi des finances pour la gestion de l'année 1999.
- l'encours global de la dette extérieure garantie concerne à concurrence de 63% des engagements vis à vis des bailleurs multilatéraux principalement la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et la Banque Africaine de Développement (BAD).



- L'Euro est la principale devise d'engagement et représente une quote-part de 70 % de l'encours global de la dette extérieure garantie à fin 2005. Etant

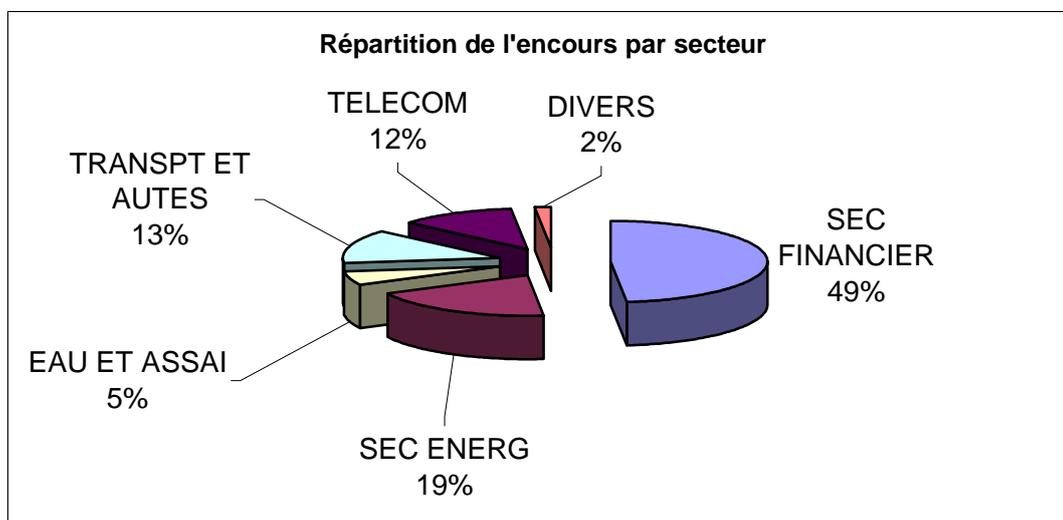
signalé que l'encours libellé en dinar koweïtien a augmenté d'une manière remarquable en raison des utilisations des prêts contractés auprès du Fonds Arabe de Développement Economique et Social (FADES) pour les projets suivants :

- Autoroute Tunis Mjadz Elbab.
- Assainissement des villes Kairouan, Sousse et Nefza.
- Assainissement des petites et moyennes villes.
- Développement des réseaux d'eau pour les villes du Sahel, Sfax et de Mahdia.



43. Au niveau des bénéficiaires le secteur financier demeure le principal bénéficiaire avec une quote-part de 49 % de l'encours globale.

SECTEUR	ENCOURS 2005	tx%
SEC FINANCIER	2 080.0	48.2%
ENERGIE	800. 9	18.6%
EAU ET ASSAINISSEMENT	223. 9	5.2%
TRANSPT ET AUTRES	555. 6	12.9%
TELECOMMUNICTTIONS	500. 9	11.6%
DIVERS	154.8	3.5%
TOTAL	4316.1	100,0%



44. Au niveau des octrois de la garantie de l'Etat l'année 2005 a été marquée par une baisse des engagements qui ont atteint 243MD contre 386 MD à fin 2004.

BENEFICIAIRE	Bailleur	MT	DEV	MT EN MD	Date Signature
<u>Garantie solidaire</u>				189.6	
Sté nat de télécom ^o	EXIM CHINE	133.5	CNY	21.5	10/03/2004
CPSCL	BIRD	25	EUR	40	9/01/2003
	KFW	25	EUR	40	24/12/2004
Sté nat de télécom ^o	EXIM CHINE	140	CNY	22.1	13/06/2005
ONT	CALYON	8.9	EUR	13.5	03/01/2005
<u>Garantie simple</u>				53.4	
SNCFT	BEST BANK			2.5	05/06/2005
SNCFT	BEST BANK			0.9	05/06/2005
ELFOULEDH	RZB			20	29/09/2005
STB	ASSINISSEMENT			30	
TOTAL				243.0	

Étant signalé qu'au niveau des opérations, l'année 2005 a enregistré une hausse des tirages de 477.7 MD contre 420 MD en 2004 et une baisse des remboursements due aux remboursements anticipés en 2004 de certains prêts.

Bénéficiaire	Bailleur	Mt en MD
STEG	JBIC	34.4
STEG	S.Générale	8.2
BNA	BAD	29
BNA	Crédit Lyonnais	4.6
TOTAL	75.2	75.2

Par ailleurs L'effet des taux de change sur les engagements au titre de la garantie de l'Etat est estimé à 171 MD reflétant la hausse de deux principales devises d'endettement, l'Euro et le Dollars de USA.

Annexe A

Annexes

I : EVOLUTION DES EMPRUNTS DE L'ETAT

(En Millions TND)

ANNEE	2001	2002	2003	2004	2005
EMPRUNTS INTERIEURS	1 851,1	1 760,0	2 082,1	2 596,8	1 601,9
EMPRUNTS A MLT	1 851,1	1 760,0	2 082,1	2 596,8	1 601,9
EMPRUNTS EXTERIEURS	1 932,5	1 607,7	1 650,3	1 423,2	1 407,1
TOTAL EMPRUNTS	3 783,6	3 367,7	3 732,4	4 020,0	3 009,0
EMPRUNTS NETS	1 170,1	375,8	1 517,9	533,4	237,6
EMPRUNTS INTERIEURS NETS	80,8	-306,9	716,4	331,5	-78,5
EMPRUNTS INTERIEURS NETS A MLT	80,8	-306,9	716,4	331,5	-78,5
EMPRUNTS EXTERIEURS NETS	1 089,3	682,7	801,5	201,9	316,1

II : EVOLUTION DU SERVICE DE LA DETTE DE L'ETAT

(En Millions TND)

ANNEE	2001	2002	2003	2004	2005
1- PRINCIPAL	2 613,5	2 991,9	2 214,5	3 486,6	2 771,4
DETTE INTERIEURE	1 770,3	2 066,9	1 365,7	2 265,3	1 680,4
DETTE EXTERIEURE	843,2	925,0	848,8	1 221,3	1 091,0
2- INTERETS	885,0	915,1	904,3	989,0	1 062,1
DETTE INTERIEURE	396,4	380,4	358,8	418,2	472,7
DETTE EXTERIEURE	488,6	534,7	545,5	570,8	589,4
TOTAL	3 498,5	3 907,0	3 118,8	4 475,6	3 833,5

III : EVOLUTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE DE L'ETAT

(En Millions TND)

ANNEE	2001	2002	2003	2004	2005
DETTE INTERIEURE	6 774,0	6 714,5	6 934,1	7 707,0	7 923,0
% du PIB	23,6	22,5	21,5	22,0	21,1
DETTE EXTERIEURE	11 152,4	11 690,0	12 528,7	13 202,7	14 025,1
% du PIB	38,8	39,1	38,9	37,7	37,3
TOTAL	17 926,4	18 404,5	19 462,8	20 909,7	21 948,1
% du PIB	62,4	61,6	60,4	59,7	58,4
PIB	28 741,0	29 887,0	32 202,4	35 035,0	37 571,7

I : EVOLUTION DES EMPRUNTS DE L'ETAT

(En Millions TND)

ANNEE	2001	2002	2003	2004	2005
TOTAL EMPRUNTS	3 783,6	3 367,7	3 732,4	4 020,0	3 009,0
1- EMPRUNTS EXTERIEURS	1 932,5	1 607,7	1 650,3	1 423,2	1 407,1
Financement des projets de l'Etat	593,2	555,7	522,3	507,0	468,5
Importations de produits Alimentaires	67,5	12,0	65,3	28,7	17,0
Programme Appui à la Compétitivité	514,8	0,3	132,6	109,7	187,0
Marché Financier international	628,1	938,1	718,2	685,1	637,2
Prêts Rétrocédé	128,9	101,6	211,9	92,7	97,4
2- EMPRUNTS INTERIEURS	1 851,1	1 760,0	2 082,1	2 596,8	1 601,9
Emprunts à Moyen et Long Terme	1 851,1	1 760,0	2 082,1	2 596,8	1 601,9
1-Bons du Trésor 52 Semaines	1221,3	1005,8	1043,7	680,4	465,0
2-Bons du Trésor Assimilables	629,8	754,2	1038,4	1916,4	1 136,9

II :EVOLUTION DU SERVICE DE LA DETTE DE L'ETAT

(En Millions TND)

ANNEE	2001	2002	2003	2004	2005
TOTAL PRINCIPAL DETTE	2613,5	2991,9	2214,5	3486,6	2771,4
1- PRINCIPAL DETTE EXTERIEURE	843,2	925,0	848,8	1221,3	1091,0
Prêts Multilatéraux	358,4	453,6	406,6	481,0	514,9
Prêts Bilatéraux	387,4	385,1	363,3	402,0	396,3
Prêts du Marché Fin.Int	97,4	86,3	78,9	338,3	179,8
1- PRINCIPAL DETTE INTERIEURE	1 770,3	2 066,9	1 365,7	2 265,3	1 680,4
Dettes à Moyen et Long Terme	1 683,4	1 960,9	1 261,8	2 162,5	1 521,6
1-Bons du Trésor à M L T	669,4	270,2	82,7		
2-Bons du Trésor 52 Semaines	877,2	1 137,8	898,8	1 252,2	661,9
3-Bons du Trésor Négociables en Bourse	89,1	78,8	35,3	35,3	23,4
4-Bons du Trésor Assimilables	0,0	447,4	214,4	846,9	809,1
5-Autres	19,6	6,4	4,1	3,7	1,1
6-Prise en Charge de L'Etat des Créances Bancaires	28,1	20,3	26,5	24,4	26,1
Mise en Jeu de la Garantie de l'Etat	86,9	106,0	103,9	102,8	158,8

ANNEE	2001	2002	2003	2004	2005
TOTAL INTERET DETTE	885,0	915,1	904,3	989,0	1062,1
1- INTERET DETTE EXTERIEURE	488,6	534,7	545,5	570,8	589,4
Prêts Multilatéraux	216,1	243,4	222,6	216,9	218,0
Prêts Bilatéraux	117,3	104,2	97,2	105,5	96,2
Prêts du Marché Fin.Int	155,2	187,1	225,7	248,4	275,2
2- INTERET DETTE INTÉRIEURE	396,4	380,4	358,8	418,2	472,7
I Dette à Court Terme	9,7	21,9	1,2		0,3
II Dette à Moyen et Long Terme	386,7	347,0	347,9	409,9	459,7
1-Bons du Trésor à M L T	75,4	26,4	6,2		
2-Bons du Trésor 52 Semaines	78,2	63,0	57,0	32,8	22,1
3-Bons du Trésor Négociables en Bourse	26,9	19,6	11,9	8,3	4,8
4-Bons du Trésor Assimilables	111,8	162,0	191,9	286,3	329,7
5-Autres	2,9	1,3	1,0	0,7	0,3
6-Dépôts à la TGT	63,6	40,8	48,0	53,8	64,7
7-Autres Engagements à la charge de l'Etat	27,9	33,9	31,9	28,0	38,0
III Mise en Jeu de la Garantie de l'Etat	0,0	11,5	9,7	8,3	12,8

III : ENCOURS DE LA DETTE DE L'ETAT

(En Millions TND)

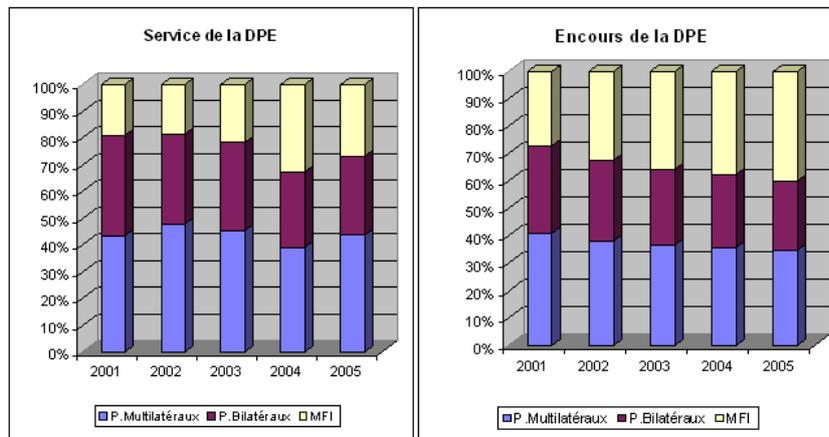
ANNEE	2001	2002	2003	2004	2005
TOTAL ENCOURS DETTE	17 926,4	18 404,5	19 462,8	20 909,7	21 948,1
1-ENCOURS DETTE EXTERIEURE	11 152,4	11 690,0	12 528,7	13 202,7	14 025,1
1-1 Par Bailleurs:					
Prêts Multilatéraux	4 578,0	4 445,5	4 577,0	4 724,0	4 880,9
Prêts Bilatéraux	3 538,2	3 424,1	3 455,5	3 495,9	3 535,8
Prêts du Marché Fin.Int	3 036,2	3 820,4	4 496,2	4 982,8	5 608,4
1-2 Par Devises:					
EUR	38,1%	37,7%	42,5%	45,7%	48,9%
USD	26,4%	29,1%	23,6%	24,1%	23,6%
YJP	25,2%	24,0%	25,6%	22,4%	19,7%
Autres	10,3%	9,2%	8,2%	7,8%	7,8%
TAUX DE CHANGE DES PRINCIPALES DEVISES					
EUR	1,2986	1,408	1,5323	1,6368	1,6235
USD	1,466	1,3445	1,219	1,2001	1,3659
YJP	11,1644	11,3309	11,4014	11,7056	11,6502

2- ENCOURS DETTE INTERIEURE	6 774,0	6 714,5	6 934,1	7 707,0	7 923,0
Dettes à Court Terme	409,5	494,5			
Dettes à Moyen et Long Terme	4 460,9	4 285,8	5 152,8	5 607,3	5 708,2
1-Bons du Trésor à M L T	352,9	82,6			
2-Bons du Trésor 52 Semaines	1 219,3	1 087,3	1 232,2	660,4	463,5
3-Bons du Trésor Négociables en Bourse	200,5	121,7	86,3	51,0	27,6
4-Bons du Trésor Assimilables	2 248,1	2 554,9	3 378,9	4 448,3	4 776,1
5-Autres	41,2	35,3	32,4	28,9	27,7
5- Bons d' Equipement	8,5	6,4	2,3	1,3	0,7
6- Dette Obligataire	7,7	3,9	2,0		
7-Autres Emprunts					
8-Avance BCT-Trésor	25,0	25,0	28,1	27,6	27,0
9-Prise en Charge de L'Etat des Créances Bancaires	398,9	404,0	423,0	418,7	413,3
Mise en Jeu de la Garantie de l'Etat	787,5	686,8	585,9	795,9	643,6
Dépôts à la T G T	1 116,1	1 247,4	1 195,4	1 303,8	1 571,2

**STRUCTURE PAR BAILLEUR DE LA DETTE
PUBLIQUE EXTERIEURE**

(En Millions TND)

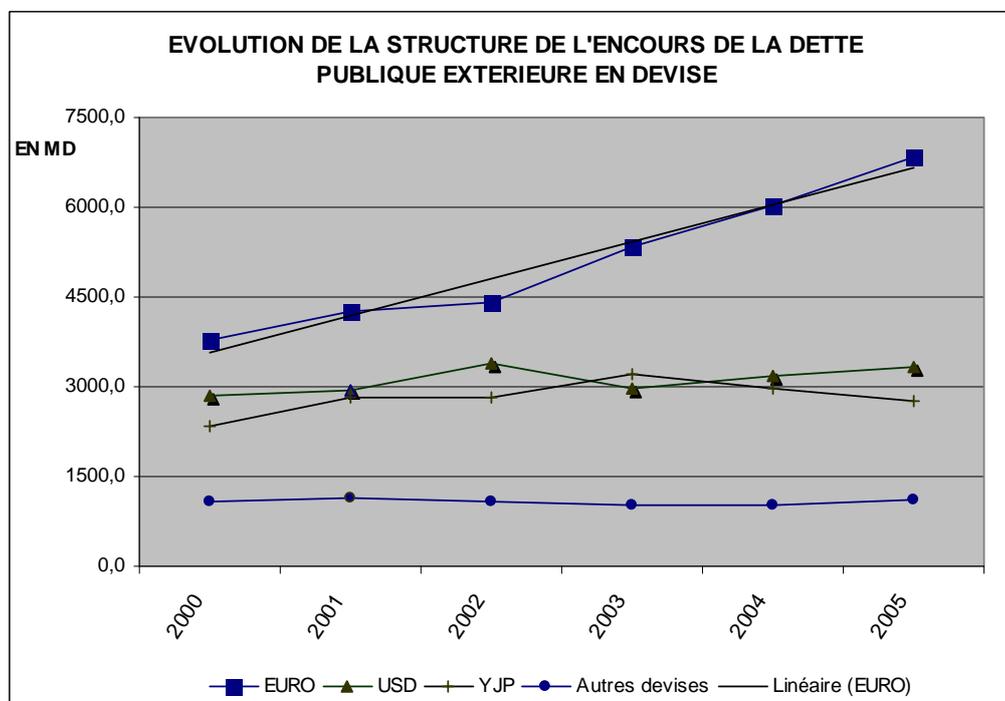
Bailleurs	Principal				Intérêts				Encours			
	2002	2003	2004	2005	2002	2003	2004	2005	2002	2003	2004	2005
P.Multilatéraux	453,6	406,6	481,0	514,9	243,4	222,6	216,9	218	4445,5	4577,0	4724,0	4880,9
	49,0%	47,9%	39,4%	47,2%	46,5%	40,8%	38,0%	37,0%	38,0%	36,5%	35,8%	34,8%
<i>BIRD-IDA</i>	197,3	233,4	244,5	260,6	97,0	89,6	82,6	76,2	1836,2	1909,5	1909,5	1857,7
	21,3%	27,8%	20,0%	23,9%	18,1%	16,4%	14,6%	12,9%	15,7%	15,2%	14,6%	13,2%
<i>BAD</i>	174,8	85,6	143,4	115,8	91,5	76,2	73,5	74,5	1363,5	1361,1	1361,1	1556,3
	18,9%	10,1%	11,7%	10,6%	17,1%	14,0%	12,9%	12,6%	11,7%	10,9%	10,3%	11,1%
<i>Autres</i>	81,5	87,6	93,1	138,5	54,9	56,8	60,8	67,3	1245,8	1306,4	1453,4	1466,9
	8,8%	10,3%	7,6%	12,7%	10,3%	10,4%	10,7%	11,4%	10,7%	10,4%	11,0%	10,5%
P.Bilatéraux	385,1	363,3	402,0	396,3	104,2	97,2	105,5	96,2	3424,1	3455,5	3495,9	3535,8
	41,6%	42,8%	32,9%	36,3%	19,5%	17,8%	18,5%	16,3%	29,3%	27,6%	26,5%	25,2%
<i>FRANCE</i>	94,3	80,8	92,5	118,7	23,1	24,5	27,1	29,5	923,5	1049,1	1137,1	1166,9
	10,2%	9,5%	7,6%	10,9%	4,3%	4,5%	4,7%	5,0%	7,9%	8,4%	8,6%	8,3%
<i>ITALIE</i>	41,5	38,3	39,0	41,5	4,3	5,7	5,2	4,7	383,6	373,7	372,6	366,4
	4,5%	4,5%	3,2%	3,8%	0,8%	1,0%	0,9%	0,8%	3,3%	3,0%	2,8%	2,6%
<i>USA</i>	64,4	50,7	47,1	37,5	21,6	16,8	14,8	14,4	360,5	286,5	237,0	234,9
	7,0%	6,0%	3,9%	3,4%	4,0%	3,1%	2,6%	2,4%	3,1%	2,3%	1,8%	1,7%
<i>JAPON</i>	52,6	64,2	72,0	78,6	20,2	20	21,4	21,7	706,9	760,8	801,8	794,4
	5,7%	7,6%	5,9%	7,2%	3,8%	3,7%	3,7%	3,7%	6,0%	6,1%	6,4%	5,7%
<i>RFA</i>	38,6	39,6	39,7	37,5	10,0	10,0	9,1	8,0	343,7	341,1	328,1	290,1
	4,2%	4,7%	3,3%	3,4%	1,9%	1,8%	1,6%	1,4%	2,9%	2,7%	2,5%	2,1%
<i>Autres</i>	93,7	89,7	111,7	82,5	25,0	20,2	27,9	17,9	705,9	644,3	619,3	683,1
	10,1%	10,6%	9,1%	7,5%	4,7%	3,7%	4,9%	3,0%	6,0%	5,1%	4,7%	4,9%
MFI	86,3	78,9	338,3	179,8	187,1	225,7	248,4	275,2	3820,4	4496,2	4982,8	5608,4
	9,3%	9,3%	27,7%	16,5%	35,0%	41,4%	43,5%	46,7%	32,7%	35,9%	37,7%	40,0%
TOTAL	925,0	848,8	1221,3	1091,0	534,7	545,5	570,8	589,4	11690,0	12528,7	13202,7	14025,1
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%



**EVOLUTION DE LA STRUCTURE EN DEVISE DE L'ENCOURS
DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE EN 2000-2005**

(En Millions TND)

Devise	2000	2001	2002	2003	2004	2005
EURO	3768,4	4251,8	4403,1	5330,8	6035,7	6852,1
	37,6%	38,1%	37,7%	42,5%	45,7%	48,9%
USD	2842,0	2939,7	3399,5	2957,9	3179,2	3325,1
	28,4%	26,4%	29,1%	23,6%	24,1%	23,7%
YJP	2336,0	2815,0	2811,2	3210,2	2955,1	2752,4
	23,3%	25,2%	24,0%	25,6%	22,4%	19,6%
Autres devises	1076,9	1145,9	1076,2	1029,8	1032,7	1095,5
	10,7%	10,3%	9,2%	8,2%	7,8%	7,8%
TOTAL	10023,3	11152,4	11690,0	12528,7	13202,7	14025,1
	100%	100%	100%	100%	100%	100%

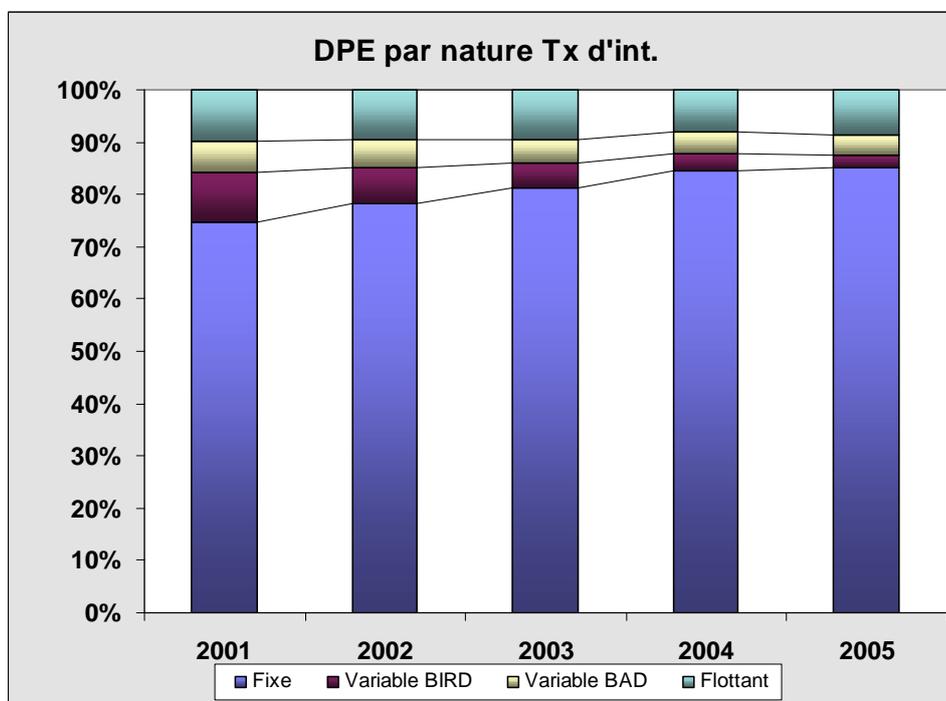


ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR NATURE DE TAUX D'INTERET

(en Millions TND)

TAUX D'INTERET	ENCOURS 2002		ENCOURS 2003		ENCOURS 2004		ENCOURS 2005	
	Montant	Part en %	Montant	Part en %	Montant	Part en %	Montant	Part en %
Taux fixes	9149,6	78,3%	10185,4	81,3%	11153,1	84,5%	11933,9	85,0%
Taux Variables	2540,4	21,7%	2343,3	18,7%	2049,6	15,5%	2091,2	15,0%
Variable BIRD (*)	800,1	6,8%	574,8	4,6%	432,4	3,3%	338,8	2,4%
Variable BAD (*)	629,5	5,4%	578,5	4,6%	540,2	4,1%	504	3,6%
Flottant (Libor, Euribor...)	1110,8	9,5%	1190,0	9,5%	1077,0	8,2%	1228,6	8,8%
TOTAL	11690,0	100,0%	12528,7	100,0%	13202,7	100%	14025,1	100%

(*) Indexés sur les coûts moyens des emprunts de la Banque.



Encours et conditions des émissions des BTA à fin 2005

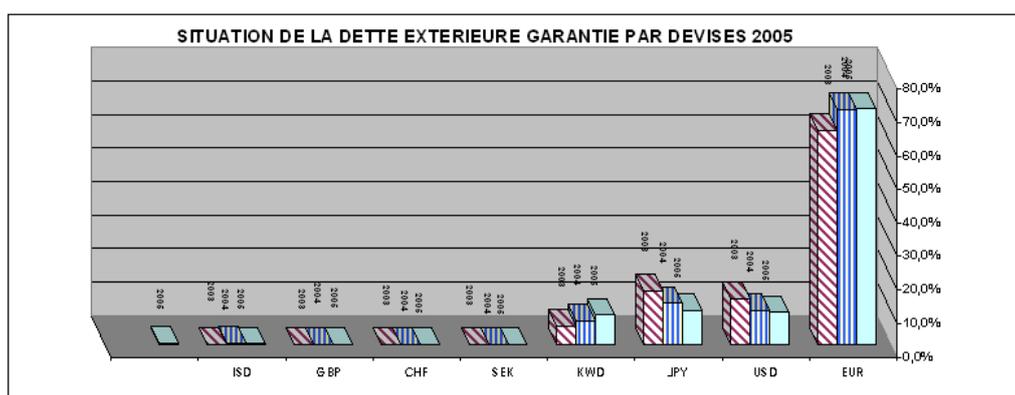
	Maturité à L'émission	Date 1 ère Emission	Échéance finale	Encours (MD)	TMP %
BTA 5,3 % Sep 2006	2 Ans	15-sept-04	15-sept-06	208,200	5,34
BTA 5,625 % juillet 2007	3 Ans	14-juil-04	13-juil-07	533,900	5,54
BTA 6,75 % Juin 2008	5 Ans	11-juin-03	11-juin-08	612,800	6,31
BTA 6,50 % Mars 2009	10 Ans	10-mars-99	10-mars-09	538,179	6,61
BTA 6,75 % Avril 2010	10 Ans	12-avr-00	12-avr-10	609,450	6,84
BTA 6,0 % Mars 2012	6 Ans	15-mars-06	15-mars-12	204,600	5,82
BTA 7,5 % Avril 2014	10 Ans	14-avr-04	14-avr-14	814,000	7,03
BTA 8,25 % Juill 2014	12 Ans	09-juil-02	09-juil-14	888,900	8,23
BTA 7,0 % Février 2015	10 Ans	09-févr-05	09-févr-15	570,700	6,96
Total				4 980,729	6,80

Emissions des BTC 52 semaines en 2005

Lignes	Emissions en 2005	Encours à fin 2005	TMP %
10/01/2006	2,00	29,0	5,24
07/02/2006	34,40	34,4	5,17
04/04/2006	98,60	98,6	5,19
09/05/2006	41,90	41,9	5,19
06/06/2006	52,40	52,4	5,18
11/07/2006	36,00	36,0	5,15
29/08/2006	65,95	65,95	5,13
03/10/2006	54,20	54,20	5,11
01/11/2006	22,70	22,70	5,10
12/12/2006	28,35	28,35	5,10
Total	436,50	463,50	5,15

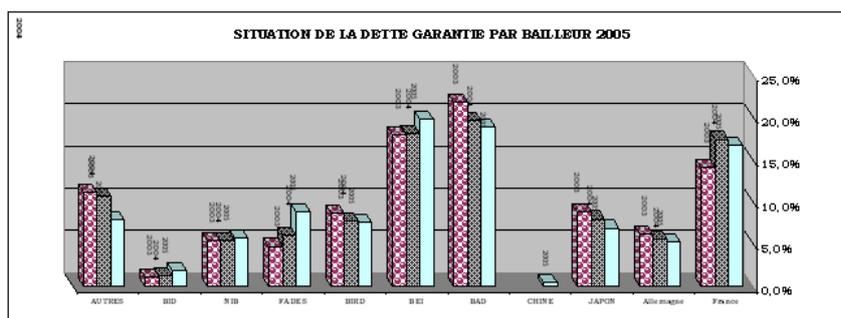
SITUATION DE LA DETTE EXTERIEURE GARANTIE PAR DEVISES 2005

DVISE	2003		2004		2005		TAUX DE CCE
	ENCOURS TND	%	ENCOURS TND	%	ENCOURS TND	%	
EUR	2 247 312 574,970	64,0%	2 797 873 418,525	70,22%	2 930 384 890,743	70,32%	0,1%
USD	485 250 724,443	13,8%	398 537 011,072	10,00%	399 810 061,973	9,59%	-4,1%
JPY	563 512 885,919	16,1%	488 156 495,490	12,25%	428 985 424,417	10,29%	-16,0%
KWD	192 924 569,095	5,5%	278 895 354,008	7,00%	368 505 062,880	8,84%	26,3%
SEK	1 974 141,000	0,1%	1 981 434,000	0,05%	376 718,160	0,01%	-81,8%
CHF	4 705 957,894	0,1%	3 664 195,672	0,09%	2 231 360,388	0,05%	-41,8%
GBP	5 675 971,491	0,2%	5 244 633,061	0,13%	4 219 663,205	0,10%	-23,1%
ISD	7 187 071,362	0,2%	10 151 446,622	0,25%	9 824 892,013	0,24%	-7,5%
CNY	0,000	0,0%	0,000	0,00%	22 656 265,586	0,54%	-
TOT	<i>3 588 743 896,174</i>	<i>100,0%</i>	<i>3 984 583 933,450</i>	<i>19,8%</i>	<i>4 166 994 339,365</i>	<i>100,00%</i>	<i>405,6%</i>



SITUATION DE LA DETTE GARANTIE PAR BAILLEUR 2005

BAILLEUR	2003		2004		2005		TAUX DE CCE
	ENCOURS TND	%	ENCOURS TND	%	ENCOURS TND	%	
France	458 869 723,031	14,1%	694 099 738,401	17,4%	697 699 416,892	16,7%	51,3%
Allemagne	203 595 208,379	6,3%	225 116 237,740	5,6%	218 082 137,577	5,2%	10,6%
JAPON	286 508 345,833	8,8%	318 693 997,494	8,0%	287 572 245,306	6,9%	11,2%
CHINE					22 656 265,586	0,5%	
BAD	712 093 952,758	21,9%	786 317 867,537	19,7%	785 721 972,433	18,9%	10,4%
BEI	582 963 585,235	17,9%	720 049 521,339	18,1%	824 320 859,441	19,8%	23,5%
BIRD	282 036 374,017	8,7%	307 737 388,082	7,7%	317 900 284,436	7,6%	9,1%
FADES	154 199 401,896	4,7%	240 905 337,602	6,0%	368 305 062,882	8,8%	56,2%
NIB	174 716 116,973	5,4%	218 460 780,839	5,5%	237 093 048,546	5,7%	25,0%
BID	33 489 941,762	1,0%	49 127 291,664	1,2%	76 224 419,815	1,8%	46,7%
AUTRES	362 811 068,926	11,2%	423 995 627,732	10,6%	331 218 626,451	7,9%	16,9%
TOT	3 251 283 718,810	100,0%	3 984 503 988,450	100,0%	4 166 994 339,365	100,0%	22,6%



Pour de plus amples informations.

Adresse : Ministère des finances
Direction Générale de la Gestion de la Dette
et de la Coopération Financière

Place du Gouvernement
La Kasbah 1030 Tunis
Tunisie

Email : dg.gdcf@ati.tn

Fax : (216)71.562.415
(216)71.563.959

Tél : (216)71.562.415
(216)71.571.842
(216)71.571.888